

Note d'accompagnement document

« Pas d'emplois sur une planète morte »

La CGT a participé à la rédaction du document « Pas d'emplois sur une planète morte - Sauver le climat, gagner des droits, créer des emplois ». Celui-ci est également signé par la FSU, Solidaires, la Confédération paysanne, Greenpeace, ATTAC, FNE, les Amis de la Terre, OXFAM, le DAL, Convergence services publics, Copernic, Action Aid, Alternatiba, Action non-violente COP 21. Il s'inscrit dans la suite de la démarche CGT pour l'environnement, portée depuis des années à travers nos revendications de développement humain durable et nos mobilisations sur le mot d'ordre « Fin du monde, fin du mois même combat ».

La crise sanitaire que nous subissons, met encore plus en lumière pour tous les travailleurs et travailleuses les urgences sociales et les urgences environnementales. Les questions autour de la production des masques, des médicaments, des brevets des vaccins, reposent en grand la nécessité de relocaliser des productions, de renforcer la recherche. Mais c'est aussi la question des « premiers et premières de corvée », de leurs salaires et de leurs conditions de travail qui revient en force, celle de la place des services publics et des aides publiques. Plus largement, c'est bien l'organisation sociale et économique mondiale toute entière tournée vers le profit et la rentabilité immédiate qui a montré ses limites. Limites pour les hommes et les femmes dont le travail n'est pas respecté, mal payé, limites pour nos besoins essentiels et le respect de notre environnement et de notre santé.

Depuis maintenant de longues années la CGT s'est saisi des problématiques environnementales estimant que la voix et les revendications des travailleurs et des travailleuses devaient être entendues. L'évolution des modes de production, l'épuisement de certaines ressources, le réchauffement climatique, impactent au premier chef le monde du travail, s'en saisir c'est empêcher que les solutions soient élaborées par les tenants du capital et en préservant leurs seuls intérêts. Le système de production capitaliste exploite les travailleurs et leur force de travail, il pille également les ressources naturelles sans aucune remise en cause de la recherche du profit permanent. Notre 52^{ème} congrès a réaffirmé cette nécessité dans le thème 1 de son document d'orientation : *« Notre ambition de transformation de la société s'inscrit dans une conception du développement humain qui appelle avant tout à répondre aux besoins en termes énergétiques, d'accès à l'eau, aux produits de consommation courante de l'ensemble des populations. Cela pose de savoir comment produire, pour quelles finalités sociales et avec quels impacts environnementaux ? L'urgence écologique appelle une action en termes de recherche, d'industrie et de technologie, mais aussi en termes de réduction de certaines productions et sur leur durabilité. »*

La mise en œuvre de nos orientations nécessite de poursuivre nos débats dans la CGT et avec les travailleurs et les travailleuses, en France et dans le monde, car il n'y a pas de réponse simple aux urgences qui s'imposent à nous. Les salarié.es de la raffinerie de Grandpuits, de la Chapelle Darblay, de Scop-ti, des fonderies, etc... le savent bien quand ils se battent pour l'emploi et pour poursuivre la production en la transformant. Avec elles et eux nous portons collectivement le refus d'un « capitalisme vert » et l'espoir d'une société plus juste et plus durable libérée de l'exploitation capitaliste. Les luttes pour l'accès à des logements décents, l'accès à l'eau et à l'alimentation, à la santé, sont au cœur de notre projet de transformation sociale car les premiers touchés par les effets du réchauffement climatique, comme par les crises économiques sont toujours les plus précaires et les plus pauvres.

Nous poursuivons donc notre réflexion et nos luttes dans la CGT, tout en construisant avec d'autres organisations des fronts revendicatifs pour diffuser nos revendications, les faire partager et les faire aboutir comme nous l'avons voté dans nos textes de congrès : *« Nous devons continuer à enrichir et à préciser, par des revendications concrètes et des actions ciblées, notre concept de « développement humain durable ». C'est un combat qui vise à tenir ensemble l'Homme, le travail et la nature. Il s'agit avant tout de répondre aux besoins fondamentaux, sur le principe de « bien commun universel », de revalorisation du travail, de préservation de l'environnement et de l'anticipation des transitions nécessaires pour que l'activité humaine ne porte pas atteinte à l'avenir de la planète. Cela suppose aussi qu'une autre économie et qu'une autre façon de consommer émergent. C'est une responsabilité confédérale qui nécessite une coopération étroite entre l'ensemble de nos organisations professionnelles et territoriales et aussi aux côtés d'autres organisations associatives ou politiques, d'Organisations non gouvernementales (ONG), de mouvements citoyens, de jeunesse, pour influencer les décisions prises dans ce domaine au niveau local, national et mondial. »*

C'est dans cette logique que nous concevons le sens de notre participation au collectif « Plus Jamais ça » composé d'organisations syndicales, d'associations et d'ONG. Les débats, les documents et les luttes menées ensemble, ne se substituent pas à nos revendications et nos repères revendicatifs. Ils les renforcent et les diffusent au-delà de notre organisation. Tout ce qui est écrit et porté n'est pas le reflet exact de nos propres textes mais nous avons des convergences sur des mesures urgentes et importantes comme :

- La relocalisation des productions et des emplois
- La hausse des salaires et du SMIC
- Le développement des services publics et des entreprises publiques autour de biens essentiels comme l'eau, l'énergie, les transports...
- La réduction du temps de travail avec les 32 heures
- La conditionnalité et le contrôle des aides publiques
- La justice fiscale etc.

Le débat doit se poursuivre parmi les militants et les syndiqués et nous avons encore à convaincre l'ensemble des travailleurs et des travailleuses que les crises sociales et environnementales, ne sont pas une fatalité mais le résultat de choix politiques et économiques qu'il faut changer. Ces débats, ces propositions sont là pour alimenter les mobilisations et les luttes en proposant des alternatives crédibles à la logique du capital.